Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 JUIN 1846.

Crédit supplémentaire de fr. 169,265-17 au budget de la dette publique de l'exercice 1845 ⁽¹⁾.

Rapport fait, au nom de la commission ⁽²⁾, par M. VEYDT.

MESSIEURS,

D'après l'exposé qui accompagne le projet de loi présenté le 22 juin, un crédit supplémentaire de fr. 169,265-17 est nécessaire pour les intérêts de la dette flottante de l'exercice 1845. — Le crédit alloué à l'art. 19 du budget, pour intérêts et frais présumés de cette dette, n'est que de 150,000 fr. et le total de la dépense s'est élevé à fr. 319,265-17.

Ce dernier chiffre n'est point constaté par un compte-rendu de la négociation des bons du trésor, pendant l'année 1845. — Ce compte est préparé au Département des Finances, il sera incessamment transmis à la cour des comptes pour être vérifié et arrêté par elle, et parviendra ensuite à la Chambre.

En attendant, communication en a été donnée à la commission, qui y a trouvé que l'émission des bons du trésor, pendant l'année 1845, s'élève en principal à 17,481,000 fr., et le total des intérêts et frais à fr. 319,265-17, somme men-

⁽¹⁾ Projet de loi, n° 290.

⁽²⁾ La commission était composée de MM. LIEDTS, DE ROO, HUVENERS, VEYDT, LESOINNE, LE JEUNE et DUVIVIER.

tionnée dans l'exposé des motifs. Tout porte à croire qu'elle ne subira point de changement par la vérification de la cour des comptes ; car les éléments qui la composent, c'est-à-dire les intérêts payés aux preneurs des bons du trésor et tous les frais de la négociation, sont parfaitement connus et établis.

En conséquence, la commission, sans entendre poser d'antécédent, est d'avis qu'il y a lieu d'accorder dès à présent le crédit supplémentaire de fr. 169,263-17, pour régulariser la comptabilité. Le Département des Finances le désire afin de pouvoir envoyer acquittés à la cour des comptes les bons du trésor dont il est dépositaire et d'en obtenir décharge.

Nous disions que la somme qui représente le total des intérêts et des frais ne variera point. Il y a cependant, en ce qui concerne les intérêts, des calculs minutieux à faire et qui donnent lieu à une assez grande complication. En effet, si des bons du trésor sont placés pour un terme qui excède la fin d'une année, ce qui arrive fréquemment, alors, d'après le mode adopté, la somme à payer pour intérêts se subdivise de manière à en appliquer une partie à l'année de l'émission, à partir de sa date jusqu'au 31 décembre, et une partie à l'année suivante, à partir du 1^{er} janvier jusqu'à l'époque de l'exigibilité du capital. La comptabilité gagnerait beaucoup en simplicité et en clarté, si tous les intérêts à courir étaient portés à la charge de l'année qui jouit du capital que procure l'émission. C'est elle aussi qui supporte tous les frais de la négociation. — Nous ne proposons pas de changer le mode suivi jusqu'à présent, mais nous croyons utile d'appeler sur ce point l'attention de M. le Ministre des Finances.

La commission vous propose, Messieurs, d'adopter le projet de loi dans les termes qu'il vous a été présenté.

Le rapporteur,

VEYDT.

Le président,

LIEDTS.